

Ford Blanquefort : "C'est clairement un échec pour la puissance publique", estime un député LREM de Gironde

Benoît Simian a réagi sur franceinfo au rejet par Ford du projet de reprise de l'usine de Blanquefort. Pour l'élu LREM, "la seule chose qui compte, c'est la sauvegarde de l'emploi dans l'intérêt du personnel".



Le député LREM de Gironde, Benoit Simian, à l'Assemblée nationale, en septembre 2018. (CHRISTOPHE MORIN / MAXPPP)



Édité par Thomas PontillonfranceinfoRadio France

Mis à jour le 26/02/2019 | 08:20
publié le 26/02/2019 | 08:20

Benoît Simian, député LREM de Gironde, a estimé mardi 26 février sur franceinfo que [le rejet par Ford du dernier projet de reprise de l'usine de Blanquefort](#) (Gironde) proposé par le groupe Punch Powerglide "est clairement un échec pour la puissance publique et les salariés le payent cash". Le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, n'a pas caché sa colère après la décision du groupe américain. L'avenir des 800 salariés de l'usine est plus qu'incertain alors que Ford veut mettre un terme à sa production de boîtes de vitesse.

Pour Benoît Simian, "l'heure est au travail. Le temps n'est pas à la lamentation". Le député défend "un site qui est reconnu pour sa compétitivité à l'échelle de l'Europe toute entière" et "pour son excellence en matière de transmission, de boîtes de vitesse".

Le temps est précieux parce que Ford partira coûte que coûte fin août. Il est donc l'heure de trouver un nouveau projet industriel. Benoît Simian à franceinfo

"Il est clair que le repreneur qui était proposé n'avait pas les carnets de commandes suffisants en face... Il est plus sage de travailler sur un nouveau projet industriel. Bruno Le

Maire lancera dans les prochains jours un groupe de travail" a expliqué le député de Gironde.

L'élu LREM pense à l'avenir du site et sa conversion : "Sur les boîtes de vitesses, une page se tourne, mais cela peut être un équipementier. Je suis assez tourné vers les énergies renouvelables, les hydrogènes, la mobilité de demain." Pour Benoît Simian, "la seule chose qui compte, c'est la sauvegarde de l'emploi, dans l'intérêt du personnel".